

UN ÉLECTRON LIBRE CHEZ LES ÉVÊQUES

En 1979, M^{gr} Haller court-circuite le message épiscopal sur le nucléaire en prenant publiquement parti en faveur de cette source d'énergie.

Peu avant la première votation sur l'énergie nucléaire en février 1979, des catholiques ont été ébranlés par une brochure pronucléaire signée par l'abbé émérite de Saint-Maurice, M^{gr} Haller. La publication a entraîné une polémique embarrassante pour la Conférence épiscopale, suspectée de laisser dire tout haut à un évêque à la retraite ce qu'elle aurait pensé tout bas. Récit d'un cafouillage qui a contribué à creuser le fossé entre les fidèles sur un enjeu qui n'a rien perdu de son actualité.

L'énergie atomique civile n'avait suscité que peu de résistance en Suisse avant la mise en service de la première centrale à Beznau et le projet de Kaiseraugst près de Bâle. Parmi les antinucléaires figurent des politiques de la région, des scientifiques, ainsi que des chrétiennes et des chrétiens progressistes, pas vraiment en phase avec la hiérarchie catholique. Cette coalition est à l'origine de la première initiative « pour la sauvegarde des droits populaires et de la sécurité lors de la construction et de l'exploitation d'installations atomiques ». Elle sera âprement combattue par le lobby nucléaire et rejetée de justesse par le peuple en février 1979.

En 1978, la Conférence des évêques suisses prétend éclairer le débat sous l'angle chrétien avec sa traditionnelle lettre pastorale. Intitulée *Énergie et style de vie*, elle considère le fonctionnement de la société et ses besoins énergétiques. Sans nier les incertitudes autour de l'atome, elle affirme aussi que



Mgr Louis-Séverin Haller, abbé de Saint-Maurice. Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice.

toute énergie vient du Créateur. Elle place la communauté catholique face à ses responsabilités : si la société moderne entend se passer du nucléaire, cela ne pourra se faire sans d'importants renoncements en matière de consommation et de technologie. La lettre est assortie d'une interview du nouvel évêque de Sion, M^{gr} Henri Schwery. Comme il est diplômé en mathématiques et physique, son discours revêt un caractère d'expertise lorsqu'il affirme que l'énergie atomique n'est pas plus dangereuse que la pétrochimie. Il rassure les fidèles sur la question de la radioactivité : pour autant que les responsables fassent de la sécurité une priorité et que de l'argent soit investi rapidement et massivement, il ne doute pas de leur capacité à bien gérer les installations nucléaires et leurs déchets.

Si les évêques ne donnent aucune consigne de vote explicite, il en va autrement d'un ancien membre de la conférence épiscopale, M^{gr} Louis-Séverin Haller (1895-1987). De sa retraite au Tessin, l'ancien supérieur de



Couverture de de la brochure *L'Énergie électrique en Suisse*, 9 janvier 1979.



Les affiches au sujet de la votation de 1979 dans une rue de Zurich. Photo: Cornet Photo. Bildarchiv, ETH-Bibliothek Zürich.

LES DÉBUTS DE LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE

- 1970** Première centrale nucléaire en Suisse à Beznau
- 1972** Première manifestation antinucléaire à Rheinfelden
- 1973** Occupation du futur site de Kaiseraugst par 400 personnes
- 1975** Une manifestation de 18 000 personnes contre l'énergie atomique à Berne
- 1976** Dépôt de la première initiative populaire antinucléaire, rejetée le 18 février 1979 en votation par 51,2% de la population.

l'Abbaye de Saint-Maurice de 1943 à 1970, signe une brochure de 60 pages intitulée *L'Énergie électrique en Suisse*, traduite dans les trois langues et distribuée à titre gracieux auprès des paroisses. Non contente d'appeler au rejet de l'initiative et de « maintenir la confiance témoignée aux responsables de la production électrique », la brochure brouille les pistes en reproduisant la lettre pas-torale de 1978, l'interview de M^{gr} Schwery et les chaleureux encouragements du chef du Département fédéral des transports et de l'énergie. Autres temps, autres mœurs, l'intervention de Willy Ritschard en faveur du nucléaire n'est alors pas jugée incompatible avec son siège au conseil d'administration de l'entreprise de distribution d'énergie Atel.

Les réactions sont plutôt rares, mais efficaces. Ironisant sur la brochure, *La Liberté* du 27 janvier 1979 évoque une « bulle dans l'atome » dans une campagne où rien n'a été « laissé à la Providence » selon un autre article de ce journal paru le 16 février. Sans pouvoir conclure sur le degré d'instrumentalisation de Haller, le quotidien fribourgeois présente un faisceau d'indices pour attribuer la paternité de la brochure aux principaux acteurs de l'énergie atomique en Suisse, ceux-là mêmes qui sont remerciés nommément dans les premières pages. Alertée par « un chrétien engagé au niveau syndical », la Commission Tiers Monde de l'Église s'insurge contre ce mélange des genres, et enjoint à la Conférence épis-copale de « marquer ses distances » avec le document.

Le communiqué formel publié juste avant la votation ne changera rien au résultat : l'initiative sera rejetée à une très courte majorité seulement, contrairement aux attentes des exploitants nucléaires et des partis gouvernementaux qui, à l'exception du parti socialiste, avaient fait campagne pour le non.

L'intervention de M^{gr} Haller ne semble pas avoir nui à sa réputation et l'épisode n'est pas resté dans les mémoires. Il n'en est pourtant pas à sa première controverse. En 1946, l'accueil bienveillant qu'il avait réservé au collaborateur genevois Geo Oltramare à l'abbaye avait déclenché une vive polémique, elle aussi vite oubliée. D'un tempérament parfois ombrageux, sensible aux honneurs, Haller n'avait pas abandonné de bonne grâce sa charge d'abbé à l'âge prévu de 75 ans. S'ennuyait-il dans sa retraite tessinoise ? A-t-il agi d'entente avec certains évêques ? A-t-il été purement et simplement abusé par un lobby peu scrupuleux ? Les archives disponibles à ce jour ne permettent pas de conclure.

En revanche, cet épisode méconnu témoigne des changements au sein de l'Église catholique dans les années 1970, et dont les développements sont encore à l'œuvre. Parmi ces évolutions, signalons la montée en force d'une dissidence chrétienne de gauche issue de 1968, l'influence croissante des laïcs dans les orientations de l'Église en matière de solidarité internationale et d'écologie, ainsi que le tournant plus critique et libéral amorcé par *La Liberté* qui était jusque-là inféodée à



Manifestation à Zurich contre l'énergie nucléaire pendant la campagne de 1979. Photo : Cornet Photo, Bildarchiv, ETH-Bibliothek Zürich.

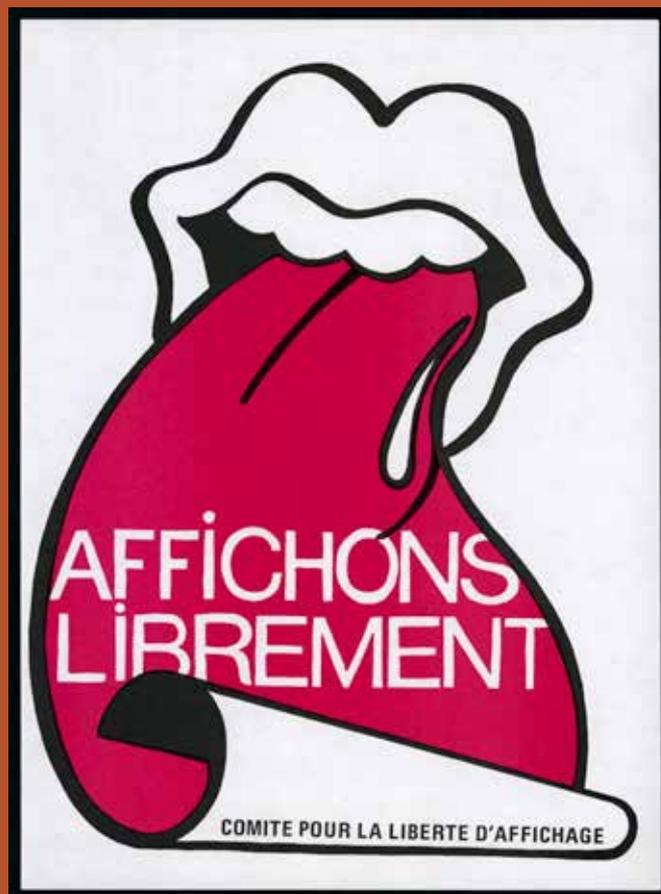
l'évêché et au parti conservateur. La « bulle dans l'atome » évoquée par le quotidien a toutefois gonflé dans les années 1980. Cette décennie a vu s'allumer des contre-feux conservateurs qui entendaient s'opposer aux tendances gauchisantes au sein de l'Église. Représentatif de cet élan, le groupement interconfessionnel Christen und Energie est encore actif aujourd'hui. Persuadés comme les évêques de 1978 que l'énergie nucléaire est un élément de la Création, ces chrétiens ont adopté l'attitude décomplexée de M^{gr} Haller en prenant systématiquement position dans le débat politique.

L'impact des activités humaines sur l'écosystème n'a cessé depuis lors d'occuper l'Église catholique, et c'est peut-être au sommet de la hiérarchie que les positions ont le plus évolué. En 1978, la Conférence épiscopale se contentait de présenter les termes de l'alternative: soit les chrétiens persistaient sur la voie de la consommation effrénée et acceptaient le nucléaire comme une nécessité, soit ils remettaient en question le système afin de pouvoir s'en passer. Dans l'encyclique de 2015 *Laudato si* sur l'écologie et la sauvegarde de la « maison commune », le pape François va bien plus loin en définissant le changement comme un impératif. En pleine crise du Covid-19, il en appelle à une année spéciale pour bâtir le « monde d'après ». Le pape actuel fait lui aussi figure d'électron libre. Toujours est-il que, sous sa houlette, le discours de l'Église sur ce thème paraît avoir gagné en co-hérence et s'être affranchi de certaines influences politiques. À en juger par le changement de nom du parti démocrate-chrétien suisse, devenu Le Centre en novembre 2020, l'affranchissement est toutefois réciproque. Et ce processus n'a pas fini d'occuper les historiennes et historiens du temps présent. •

Géraldine Vesin et Stéphanie Roulin

PLEIN LA VUE

Chaque mois, le Musée Historique Lausanne présente une affiche de ses collections.



Groupe Impact, *Affichons librement*, affiche stencil à encre, 1979. Musée Historique Lausanne. DR

L'affiche, une bataille pour la liberté d'expression

Novembre 1979 : un vent de fronde souffle dans les rues de Lausanne dont les murs se parent d'une affiche détournée du célèbre *lips and tongue*, logo du groupe de musique les Rolling Stones. Une langue bien pendue, dont le rouge intense attire le regard, revendique haut et fort la liberté d'affichage, à l'instar des autres villes de Suisse romande. Le groupe Impact, un collectif d'artistes engagés – des artistes dirait-on aujourd'hui – s'est emparé d'un symbole marquant, en soutien à l'action du Comité pour la liberté d'affichage. Celui-ci vient d'interpeller le Conseil communal et réclame la création de panneaux gratuits pour les annonces d'information et d'opinion, sans les restrictions d'usage attachées aux périodes électorales. Jusqu'alors seule la Société générale d'affichage dispose d'espaces officiels et sa situation de monopole se trouve également dénoncée. Après des péripéties bien rock'n'roll, cet acquis fait actuellement autant le bonheur de la grève des femmes que celles pour le climat. Les 170 panneaux affectés à ces débats donnent désormais la parole à toute une ville.

Sylvie Costa Paillet,
conservatrice